QUATRIÈME CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS
ISTANBUL, TURQUIE
DU 9 AU 13 MAI 2011

Photo: La Banque Mondiale/Curt Carnemark | Mali



Document d'information 6

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les pays les moins avancés produisent les plus faibles niveaux d'émissions de gaz à effet de serre par rapport à tous les autres groupes de pays, mais leurs économies axées sur l'agriculture sont les plus menacées par les effets du changement climatique. Beaucoup de PMA ont un littoral très bas ou sont de petites îles, et sont menacés par la montée du niveau des mers et par les tempêtes.

Selon les conclusions des experts, le changement climatique implique non seulement une tendance à la hausse des températures, mais aussi des conditions météorologiques instables. Les catastrophes météorologiques comme les ouragans, les cyclones, les sécheresses et les déluges, qui sont susceptibles de s'intensifier, produisent déjà des crises qui peuvent paralyser les économies des PMA, aussi sûrement que les catastrophes d'origine humaine comme la récession ou les conflits armés.

La Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) estime qu'il y a eu, entre 2000 et 2010, cinq fois plus d'événements météorologiques intenses que durant les années 1970 dans les PMA [Rapport 2010 sur les PMA]. Le nombre de personnes touchées dans ces pays a presque doublé, passant d'environ 10 millions dans la période antérieure à 193 millions durant le 21ème siècle. Au cours de cette dernière période, les PMA ont subi, en raison de ces événements, des pertes économiques totalisant 14,1 milliards USD, avec notamment les pertes subies par le Bangladesh et le Myanmar qui ont été de 5,8 milliards USD et 4,5 milliards USD respectivement.



Au Malawi, le gouvernement intègre les catastrophes et la gestion des risques climatiques dans la planification du pays. Avec des ressources limitées, on est en train de renforcer les services météorologiques et de tester des régimes d'assurance indexés pour obtenir une meilleure préparation et réduire la vulnérabilité.

Le changement climatique représente un défi énorme pour les systèmes de gestion de l'eau, si essentielle à la santé et à l'agriculture. On peut s'attendre à des changements dans la consistance, le volume et la répartition des précipitations dans ces régions et partout ailleurs sur la planète. En Éthiopie, où l'augmentation ou la diminution du produit intérieur brut suit de près les niveaux élevés ou faibles des précipitations annuelles, la Banque mondiale estime que la variabilité hydrologique coûte au pays plus d'un tiers de son potentiel de croissance.

Également à risque sont les glaciers, desquels dépendent les pays montagneux comme le Bhoutan et le Népal, et les pays en aval, comme le Bangladesh, pour leurs ressources en eau douce lors du dégel printanier.

Puisque l'agriculture est considérée comme une priorité économique essentielle pour les PMA et puisque l'accès à l'eau potable et l'assainissement sont deux grands domaines de concentration dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, les enjeux sont énormes.

Selon les économistes, l'enjeu de la sécurité de l'eau dans les pays à faible revenu se base sur un calcul simple, mais sans appel : ces pays sont restés pauvres en partie parce qu'ils ont été incapables de réaliser les investissements importants nécessaires pour assurer la sécurité de l'eau - et cela, dans une large mesure, en raison du fait que l'insécurité de l'eau freine la croissance économique et l'épargne.

L'irrigation va sans doute devenir un facteur majeur dans la lutte contre le changement climatique. Les études indiquent que les exploitations alimentées en eau de pluie perdent de leur productivité et de leurs revenus à cause de l'impact de la hausse des températures moyennes ainsi que de la diminution des précipitations, mais le réchauffement pourrait en fait augmenter la valeur des cultures dans les sols irrigués.

Comme le changement climatique pourrait bouleverser le rythme des saisons de plantation et de récolte, l'amélioration des services météorologiques aidera les agriculteurs à s'adapter.

La très grande diversité de vie végétale et animale dans les 48 pays les moins développés - répartis sur deux continents et comptant des archipels dans les trois mers principales - est un atout économique important pour ces pays, ainsi qu'un bien public précieux au niveau mondial. La biodiversité est menacée par le changement climatique.

Les écosystèmes naturels fournissent aux habitants humains une gamme de services essentiels mais souvent négligés : la régulation des flux d'eau, la décontamination de l'air et de l'eau, l'habitat des espèces qui détiennent la clé de nouveaux médicaments, le maintien de la diversité des semences et des variétés végétales, la protection des récifs et la pêche.

VISIT…

LANZAROTE
Caliente.COM



L'agriculture irriguée à Kilimanjaro, Tanzanie. Le développement de stations de pompage et d'autres infrastructures rurales est primordial pour augmenter la production et la gestion durable des terres. | Photo: Peter Arnold, Inc./Ron Giling

Les récifs coralliens, par exemple, sont un habitat pour les poissons et la vie marine et une attraction touristique. Ils servent également de remparts contre les catastrophes naturelles dans les PMA insulaires, en absorbant l'impact des tempêtes de l'océan. Les forêts remplissent des fonctions similaires à l'intérieur des terres en protégeant la faune, promouvant les moyens de subsistance et atténuant les effets des émissions de gaz à effet de serre. Les pays les moins avancés dans le bassin du Congo de l'Afrique centrale sont des zones requérant un soutien international pour soutenir les ressources forestières de la planète.



La protection des forêts autour du barrage Nam Theun2 au Laos et un fonds de conservation de 30 ans alloué par la Banque mondiale pour gérer les bassins versants sont des facteurs critiques dans la durée de vie du projet hydroélectrique. La réhabilitation des bassins versants et des zones humides permet de régulariser l'écoulement de l'eau, ce qui réduit la sédimentation et améliore la qualité de l'eau pour les communautés en aval.

La CNUCED fait valoir qu'en plus du rôle important que devra jouer le secteur privé face aux changements climatiques dans les PMA, les sources privées ne suffiront pas à fournir en quantités suffisantes le financement initial.

Des financements climatiques peuvent être utilisés pour protéger des effets du climat les infrastructures existantes ; ajouter de nouveaux barrages ou des digues ; améliorer les capacités des communautés à répondre aux changements climatiques causés par les situations d'urgence et intégrer l'adaptation au changement climatique dans la réduction de la pauvreté (DSRP) et les politiques gouvernementales.

Le Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA), qui est la principale source de financement des PMA en matière d'adaptation, relève du système de financement établi pour l'environnement mondial par la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

En mai 2010, 22 donateurs avaient promis de contribuer au Fonds pour les PMA à hauteur de 221,5 millions USD, selon la Banque mondiale. Le montant total déposé a été de 169,1 millions USD.



Le renforcement de la résistance aux chocs climatiques et la réduction des risques de catastrophes dans l'agriculture pour améliorer la sécurité alimentaire en Haïti après le tremblement de terre se concentrent sur les semences, les modèles de récoltes, les cultivars et les améliorations des pratiques traditionnelles d'adaptation qui favorisent la résilience au changement climatique. En plus du tremblement de terre de janvier 2010, Haïti a été touchée de manière disproportionnée par des catastrophes naturelles comme les inondations et les ouragans. Ce projet est sous l'égide du Fonds des pays les moins avancés.

Les données de l'Organisation de coopération et de développement montrent que les PMA en tant que groupe ont reçu 358 millions USD en aide au développement (APD) liée au changement climatique (principalement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre) en 2008, ce qui ne représente que 0,8 pour cent de l'APD destinée aux PMA 2008.

Mais la CNUCED estime le coût annuel de l'adaptation au changement climatique pour les PMA à 4 milliards USD avec une hausse qui atteindra 17 milliards USD d'ici 2030. Il se peut que même ce dernier chiffre soit trop faible, dans le contexte d'autres estimations.

En 2008, selon les estimations de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, les coûts annuels d'adaptation étaient, pour le monde entier, de 50 milliards USD avec une hausse atteignant 170 milliards USD d'ici 2030. L'édition 2007/8 du Rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement a déclaré que les besoins d'investissements annuels en matière d'adaptation atteindront au niveau mondial 86 milliards USD d'ici à 2015. Étant donné que les pays les moins avancés représentent un huitième de la population mondiale et qu'il est certain qu'ils souffriront proportionnellement plus des effets néfastes du changement climatique, tout en disposant d'une moindre proportion des ressources du secteur public et privé, leur besoin en matière d'aide à l'adaptation peut dépasser les estimations de la CNUCED.

S'exprimant lors de la réunion de décembre 2009 sur le changement climatique à Copenhague et représentant le groupe des pays les moins avancés, le Premier ministre du Lesotho Pakalitha Mosisili a déclaré que « l'adaptation est pour les PMA une question de vie ou de mort. »



La diversité biologique est un atout énorme, Timor-Leste. | Photo ONU/Martine Perret

Publié par le Département de l'information – DPI/2569 F – avril 2011



Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement des Nations Unies

